

Bulletin d'histoire politique

Kaufman, Burton I., The Presidency of James Earl Carter, Jr. Lawrence, University Press of Kansas, 1993, 245 p.

Bernard Lemelin



Volume 2, Number 4, Spring 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063432ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063432ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lemelin, B. (1994). Review of [Kaufman, Burton I., The Presidency of James Earl Carter, Jr. Lawrence, University Press of Kansas, 1993, 245 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 2(4), 48–49. <https://doi.org/10.7202/1063432ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

transpire le règlement de comptes et l'envie à plein nez quoiqu'il se défende bien de baser son jugement sur de simples querelles entre maisons d'édition, son argument semble cousu de fil blanc. Ainsi, il s'offusque de voir Denise Bombardier publier au Seuil, il constate plusieurs références à Kundera chez Ricard qui fut préfacier et postfacier du romancier d'où ce soit-disant «retour d'ascenseur» de Ricard à l'écrivain tchèque. Pourtant, si Pelletier constate chez Ricard une tendance conservatrice, il ne manque pas d'éloges pour Kundera qu'il reconnaît comme étant «incontestablement l'un des plus grands romanciers contemporains». Bien sûr, Pelletier reproche (non sans raison, il faut en convenir) la grande indulgence de Kundera vis-à-vis de Céline. Cependant peut-on vraiment concevoir chez Ricard ce niveau d'aveuglement idéologique?

Somme toute, le livre de Pelletier vaut le détour en ce qui concerne la tentation d'un retour à la case départ pour les tenants de l'apologie du cours classique et un tour d'horizon critique des tendances conservatrices de certains courants littéraires québécois contemporains. Il semble aussi intéressant qu'il mette en lumière l'espèce de confrérie littéraire québécoise qui se congratule, s'encense et parfois se condamne à l'intérieur d'un cercle très étroit de bons copains fréquentant les mêmes milieux culturels et les mêmes maisons d'édition (ce qui n'est pas sans rappeler le fameux livre «Les intellocrates» qui soulignait le côté un peu snob et élitiste du monde littéraire français). Ceci dit, je n'arrive pas à saisir le lien entre ces quatre protagonistes qui n'ont, tout compte fait, pas grand chose en commun sinon leur éditeur et leur cercle d'amis. Le fil est bien tenu pour tendre son filet et retenir le poisson-lecteur dans les mailles de cette diatribe à saveur gauchiste qui sent un peu, elle aussi, la nostalgie...

Louise Brouillet
Professeure au Collège André-Laurendeau
et étudiante au doctorat à
l'Université du Québec à Montréal

Kaufman, Burton I., *THE PRESIDENCY OF JAMES EARL CARTER, JR. LAWRENCE, University Press of Kansas, 1993, 245 p.*

Dans cette étude, Burton Kaufman, professeur d'histoire à «Virginia Tech», cherche à faire le point sur la présidence de Jimmy Carter. De cette dernière, il brosse un bilan défavorable, la qualifiant sans ambages de «médiocre» (p. 3) et ce, en dépit de la promulgation de mesures significatives («Energy Security bill», «Alaskan lands bill», etc.).

Ainsi, après avoir dit un mot sur les quelques bourdes commises par Carter pendant la campagne présidentielle de 1976 (dont son entrevue à la revue *Playboy*), l'auteur reproche notamment au 39^e président des États-Unis son manque de leadership, sa nomination de Griffin Bell au poste de ministre de la Justice alors que ce dernier est membre de groupements ségrégationnistes, de même que son attitude malhabile en 1977 lors de l'«Affaire Bert Lance» où il persiste à appuyer son directeur du budget même si celui-ci est manifestement impliqué dans un scandale.

Surtout, Kaufman souligne que Carter n'a pas de philosophie politique clairement articulée, d'où l'absence d'une stratégie cohérente pour juguler le problème domestique le plus important de ces années: l'inflation. Cette réalité aide aussi à comprendre pourquoi le président démocrate apparaît tantôt conservateur (économie), tantôt libéral (environnement, droits civiques). De plus, l'auteur, qui reconnaît les multiples qualités humaines de Carter, ne manque pas de faire état de sa piètre relation avec le Congrès, laquelle est liée en partie au climat de méfiance existant à l'endroit du pouvoir exécutif en ce contexte post-Watergate et au fait que son administration ne cultive que très modestement les liens avec les leaders parlementaires. Cette relation boiteuse avec le pouvoir législatif aura pour effet de compromettre quelques-unes de ses initiatives domestiques, entre autres dans le domaine de l'énergie (rejet en 1980 du «Energy Mobilization Board» et de sa mesure visant à imposer une surtaxe sur le pétrole importé). Par ailleurs, malgré les accords de Camp David de 1978 qui marquent de «high point of the Carter presidency» (p. 120) et de certains autres succès notables au chapitre des relations extérieures (traités sur le canal de Panama, officialisation du rétablissement des liens diplomatiques avec la Chine populaire, etc.),

Kaufman estime que sa politique étrangère souffre du même mal accablant sa politique domestique, à savoir le manque de cohérence. Cette lacune s'observe particulièrement à propos de la question de la présence militaire soviétique à Cuba, où Carter semble réclamer la fin de celle-ci après avoir affirmé que cette même présence ne pose aucune menace militaire pour les États-Unis. L'attitude vacillante du chef de la Maison-Blanche dans le dossier de la réduction de l'aide au régime Somoza corrobore également cet état de fait.

L'historien fait en outre remarquer que le climat de dissension avec les alliés européens existe bien avant la crise afghane et que Carter, qui se montre assez tôt réceptif aux idées de son conseiller en matière de sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, apparaît incapable en fin de mandat de défendre l'honneur américain à l'étranger. En fait notamment foi l'épisode des otages de Téhéran qui n'est pas sans être à l'origine de son impopularité croissante, laquelle atteint un sommet au milieu de l'année 1980 alors que le politicien originaire de Georgie reçoit «the lowest approval rating of any president ever – lower even than Richard Nixon's during the height of the Watergate affair» (p. 179).

Somme toute, cette étude accessible, qui repose sur un large éventail de sources primaires (*Public Papers of the Presidents of the United States*, archives de Hamilton Jordan, etc.) et secondaires, constitue une excellente synthèse d'une présidence sur laquelle les chercheurs n'ont pas fini d'épiloguer.

Bernard Lemelin
Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

LES CAHIERS D'HISTOIRE DU QUÉBEC AU XX^e SIÈCLE, revue semestrielle publiée par le Centre de recherche Lionel-Groulx

Dans le numéro d'hiver 1994 du *Bulletin de l'association québécoise d'histoire politique*, le rédacteur en chef des *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, Stéphane Stapinsky, annonçait les objectifs de cette nouvelle revue: les *Cahiers* veulent insister sur les dimensions culturelles, politiques et religieuses de l'histoire du Québec au XX^e siècle, et fourniront aussi des inventaires, des entrevues, des projets de recherche, des recensions, ainsi que d'autres éléments éclairants sur l'histoire du Québec de ce siècle. Ce programme ambitieux est développé plus en détail dans les pages de la première livraison des *Cahiers*. D'entrée de jeu, on a envie de saluer cette heureuse initiative, qui trottait dans la tête du directeur de la revue, Benoît Lacroix, depuis des années.

Le premier numéro s'ouvre par un mot du président du Conseil d'administration du Centre de recherche Lionel-Groulx, Jean Éthier-Blais. Dans un style grandiloquent, Éthier-Blais explique que les *Cahiers* veulent échapper d'une part au formalisme de ces articles étouffés sous des questions de méthode, et d'autre part, donner une tribune aux jeunes historiens de demain. Ce premier numéro comprend, entre autres, deux études historiques, une riche entrevue avec le sociologue Fernand Dumont, des inédits du poète Saint-Denys Garneau, et quelques recensions d'ouvrages récents.

La première étude qu'offre ce numéro d'hiver 1994 des *Cahiers* porte sur *Le Devoir* en tant qu'éditeur littéraire. Dans le cas de la littérature québécoise, une histoire globale de l'édition n'a pas encore été écrite. Pierre Hébert et Patrick Nicol, tout deux de l'Université de Sherbrooke, présentent une étude sur la contribution des presses du *Devoir* aux lettres québécoises, entre 1910 et 1919. Durant cette décennie, *Le Devoir* publia 97 ouvrages. Les auteurs notent l'importance qu'eurent, sur les écrits de l'époque, les *Rapaillages* de Lionel Groulx, ainsi que certains recueils de poésies signés par Albert Lozeau, également publiés par *Le Devoir*. Durant cette période, Henri Bourrassa et Lionel Groulx sont les deux auteurs les plus publiés par l'imprimerie du *Devoir*. En 1914, *Le Devoir* commence à distribuer, en plus de ses propres livres, des romans populaires, la plupart provenant de la Maison de la Bonne Presse de